

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 24/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NEXANS France**

41 rue Maurice Gorse  
18500 Mehun-sur-Yèvre

Références : VAT2024-0032  
Code AIOT : 0010004439

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2023 dans l'établissement NEXANS France implanté 41 rue Maurice Gorse 18500 Mehun-sur-Yèvre. L'inspection a été annoncée le 01/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEXANS France
- 41 rue Maurice Gorse 18500 Mehun-sur-Yèvre
- Code AIOT : 0010004439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine NEXANS implantée à MEHUN-SUR-YEVRE est spécialisée dans la production de câbles électriques. Elle a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 août 2012 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 septembre 2015.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des déchets ;
- Prévention de la pollution atmosphérique.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/12/2023, article R512-39-1	Sans objet
3	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
7	Points de rejets - débouchées	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.1	Sans objet
8	conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.3.	Sans objet
9	Programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 8.1.1.	Sans objet
10	VLE concentration rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.4.	Sans objet
11	VLE flux rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.5	Sans objet
13	Durée des mesures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Sans objet
14	Surveillance des rejets et périodicité	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
15	Surveillance des rejets et périodicité pour les chaudières	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 8.2.1	Sans objet
19	Déchets - Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/05/2008, article 4	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 1.4.3.	Sans objet
4	Captation rejets atmosphériques - vulcanisation sous bains de sels fondus	Arrêté Ministériel du 26/09/1985, article 7	Sans objet
5	Points de rejet - nombre	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Point de rejet - aménagements points de mesure	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.1.	Sans objet
12	VLE rejet atmosphériques - bains de vulcanisation	Arrêté Ministériel du 26/09/1985, article 11	Sans objet
16	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
17	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
18	Dilution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Sans objet
20	Déchets - registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
21	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 5.1.5.	Sans objet
22	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 5.1.2.	Sans objet
23	Quantité de déchets sur site	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 5.1.2.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Équipements abandonnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 1.4.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité Fonderie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b>  L'exploitant indique dans le porté à connaissance reçu le 12/10/23 que les activités suivantes ont cessé: - étamage rubrique N°2565-2-a - broyage rubrique N°2515-2 - fonderie de plomb N°2550-1  La question de la notification des cessations d'activité est traitée au point de contrôle <b>N° 2</b> : Cessation d'activité.  Concernant les équipements en question, l'inspection lors de la visite des ateliers a constaté que: - le bain d'étamage est totalement démantelé, la zone est remise en "état" avec un nouveau sol et sert actuellement pour du stockage de tourets; - la fonderie de plomb est toujours en place, l'inspection constate la consignation de l'automate de contrôle des machines, - la chaudière N°3 (conduit 11 bis) qui devrait être démantelée en 2024 est également consignée.  Les autres installations n'ont pas fait l'objet de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/12/2023, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité Fonderie
<b>Prescription contrôlée :</b> I.- Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.  AP du 07/08/2012- Article 1.4.6 Sans préjudice des mesures de l'article R 512- 39-1 du code de l'environnement et pour l'application des articles R 512- 39-2 à R 512- 39-5, l'usage à prendre en compte n'est pas envisagé à ce jour. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, tamise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les

installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site : - des interdictions ou limitations d'accès au site ; - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit notifier la cessation des activités et indiquer les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité des activités de fonderie et d'étamage, de la chaudière N°3 et de la chaudière vapeur (non répertoriée dans l'AP), de l'activité de broyage et de la centrale PRS (mélange de polyéthylène).
<b>Observations :</b> <p>Lors de la visite des ateliers, l'inspection peut constater que les activités de fonderie et d'étamage ont bien cessé.</p> <p>L'exploitant précise que la chaudière à vapeur non répertoriée est hors service et sera démantelée. Il en est de même pour la chaudière N°3 conduit N°11. L'inspection peut constater la consignation de la chaudière N°3.</p> <p>L'activité de broyage n'a pas fait l'objet de la visite de terrain.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit notifier au préfet ces cessations d'activités.</p> <p>Elle rappelle également à l'exploitant, en vertu de l'article R512-39, la possibilité qui lui est offerte de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 3 : Traitement des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations de traitement sont correctement entretenues.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant ne peut pas justifier de l'entretien des installations de traitement (poussières) des installations Centrale PVC et Centrale XHFFR.
<b>Observations :</b> <p>Par échantillonnage, l'inspection demande à consulter les justificatifs de maintenance des systèmes de traitement des poussières de la centrale PVC et de la centrale XHFFR.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir d'éléments.</p> <p>L'exploitant indique que les 2 exutoires des bains de vulcanisation ne sont pas pourvus de système de traitement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 4 : Captation rejets atmosphériques - vulcanisation sous bains de sels fondus**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/09/1985, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Captation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées, au moyen des meilleures technologies disponibles, avant rejet à l'atmosphère.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Concernant l'activité de vulcanisation, l'inspection peut constater la présence de 2 lignes distinctes. Chaque ligne de vulcanisation est équipée de dispositifs assurant la captation à la source des éventuelles émissions de vapeurs. Chaque ligne comporte un exutoire unique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Points de rejet -nombre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.[...]  Article 3.2.2 - listes des conduits et installations raccordées cf AP
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Concernant les points de rejets décrits dans l'arrêté préfectoral de 07/08/2012 et selon la visite de terrain réalisée:  <u>Concernant le local chaufferie</u> 3 conduits sont apparents depuis l'extérieur: -le conduit de la nouvelle chaudière à vapeur (non répertorié); -le conduit de la chaudière à vapeur (conduit n°12); -le conduit regroupant les 3 chaudières gaz (conduit N°10/10bis et 11). L'exploitant précise que la chaudière à vapeur non répertoriée est hors service et sera démantelée. Il en est de même pour la chaudière N°3 conduit N°11. La visite de terrain permet de vérifier la consignation de la chaudière N°3.  <u>Concernant l'activité de mélange de polymères</u> 2 centrales de mélanges existent sur site -la centrale PVC (conduit N°4), l'exutoire inaccessible en toiture n'a pas fait l'objet de constatation -la centrale XHFFR (conduits non répertoriés), 3 exutoires en toiture, - un raccordé au cyclone permettant de traiter les poussières, - un raccordé au tamiseur, - un raccordé au centrifugeur.  <u>Concernant l'activité de tréfilage</u> Une aspiration présente dans les ateliers avec une sortie en toiture conduit n°8 (inaccessible en toiture n'a pas fait l'objet de constatation).

Concernant l'activité de vulcanisation

2 exutoires non répertoriés, 1 pour chacune des lignes de vulcanisation.

L'activité de brûlage de câble et de marquage conduit n°1 et conduit n°7, utilisés de façon occasionnelle selon l'exploitant n'ont pas fait l'objet de la présente visite.

Les conduits liés à des activités à l'arrêt:

- étamage conduit n°2, l'inspection a constaté le démantèlement de l'installation,
- fonderie conduit n°3, l'inspection a constaté la consignation de l'installation,
- broyage conduit n°9, n'a pas fait l'objet de la présente visite.

Pour l'ensemble des activités objet de la visite, l'inspection a constaté que les points d'émission sont captés et canalisés.

Le nombre de points de rejet dans le milieu naturel n'appelle pas de remarque.

L'activité de vulcanisation a été portée à la connaissance du préfet en 2015 ainsi que la nouvelle centrale de mélange.

Les activités ayant cessé depuis 2015 doivent faire l'objet d'une notification de cessation (voir point de contrôle précédent)

À l'issue de l'instruction de ces éléments, l'inspection proposera un tableau de classement actualisé ainsi que des exutoires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Point de rejet - aménagements points de mesure**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. [...]

**Constats :** Pas d'écart constaté.

**Observations :**

Concernant l'aménagement des points de mesure et par échantillonnage lors de la visite et en fonction des rapports de contrôle à la disposition de l'inspection.

Concernant le local chaufferie sur le terrain

- le conduit de la chaudière à vapeur (conduit n°12);
  - le conduit la chaudière gaz n°2 (conduit N°10bis), l'inspection rappelle que cette chaudière n'est pas la chaudière d'origine mais une nouvelle chaudière installée en 2019.
- L'exploitant est en mesure de montrer à l'inspection, les 2 points de mesure respectifs qui sont accessibles. L'inspection n'a pas de remarque.

Concernant l'activité de mélange de polymères sur le terrain

- la centrale PVC (conduit N°4), l'exutoire inaccessible en toiture n'a pas fait l'objet de constatation.

Concernant les rapports fournis:

Selon le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société APAVE, du 03/01/2022 pour une intervention du 13/12/21 qui porte sur les installations suivantes:

- Chaudière gaz N° 1 – conduit N° 10 (Conduit 10 : non mesuré en 2023 car chaudière non utilisée.



<p>Consignée dans l'attente d'une mesure planifiée en janvier 2024)</p> <p>Des écarts sont mentionnés mais le rapport indique que ces écarts n'ont pas d'impact sur les jugements de conformité.</p> <p>-Chaudière gaz N°2 - conduit N°10bis :</p> <p>suite au remplacement de la chaudière N°2, il n'y a plus de trappe de mesure sur le conduit et les mesures de poussières et de SO2 n'ont donc pas pu être réalisées sur cet émissaire. (les mesures réalisées en 2023 ne font plus état de cet écart et les mesures de poussières et SO2 sont réalisées.)</p> <p>Des écarts sont mentionnés mais le rapport indique que ces écarts n'ont pas d'impact sur les jugements de conformité.</p> <p>- Centrale PVC (non mesurée en 2023)</p> <p>des écarts sont mentionnés mais le rapport indique que ces écarts n'ont pas d'impact sur les jugements de conformité.</p> <p>La stratégie d'échantillonnage est réalisée selon la Norme NF EN 15 259</p> <p>Selon le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société Bureau Véritas, du 23/11/2023 pour une intervention du 31/10/23 qui porte sur les installations suivantes:</p> <p>-Chaudière vapeur conduit N°12</p> <p>-Chaudière gaz n°2 Chauffage conduit N°10bis</p> <p>La stratégie d'échantillonnage est réalisée selon la Norme NF EN 15 259, des écarts sont mentionnés mais le rapport indique que ces écarts ont un impact faible sur les résultats et un impact faible sur la conformité.</p> <p>Les écarts à la norme des points de mesures n'étant pas de nature à impacter le résultat des mesures de manière significative, l'inspection ne relève pas d'écart.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 7 : Points de rejets - débouchées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.</p> <p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.</p> <p>La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée,</p> <p>L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.</p> <p>Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant devra justifier que les débouchés horizontaux des lignes de vulcanisation et centrale XHFFR, ne sont pas contraires à une bonne dispersion des rejets atmosphériques.</p> <p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection peut constater la présence de cheminées pour les installations suivantes:</p> <p>-Chaudières gaz (conduits 10/10bis/11)</p> <p>-Chaudières vapeur (conduit 12 et non répertorié)</p>

<p>Ces conduits n'appellent pas de remarque de l'inspection.</p> <p>-Centrale de mélange XHFFR - 2 Lignes de vulcanisation</p> <p>Les conduits de ces 3 lignes ont des débouchés horizontaux. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'inspection demande à l'exploitant de justifier d'une bonne dispersion des rejets atmosphériques de ces 3 lignes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

#### N° 8 : Conditions générales de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.3.	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques	
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]	
Conduit N°4: Centrale PVC vitesse d'éjection 13,9 m/s	vitesse d'éjection 12.8 m/s
Conduit N°8: M450 vitesse d'éjection 12.1 m/s	Conduit N°10bis: chaudière gaz 2 vitesse d'éjection 10.1 m/s
Conduit N°10: chaudière gaz 1	Conduit N°12: chaudière vapeur vitesse d'éjection 3.6 m/s
<b>Constats :</b> L'exploitant ne peut justifier de vitesses d'éjection des gaz au débouché conformes aux VLE.	
<b>Observations :</b>  La chaudière N°3 ( conduit 11) consignée ne fait pas l'objet du contrôle.  Concernant les rapports fournis: Selon le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société APAVE, du 03/01/2022 pour une intervention du 13/12/21 qui porte sur les installations suivantes: La vitesse débitante au point de mesure en m/s: -Chaudière gaz N° 1 – conduit N° 10 (Conduit 10 : non mesuré en 2023 car chaudière non utilisée. Consignée dans l'attente d'une mesure planifiée en janvier 2024) vitesse 8,4 m/s -Chaudière gaz N°2 - conduit N°10bis : vitesse 7.4 m/s - Centrale PVC (non mesurée en 2023) vitesse 11.2 m/s  Selon le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société Bureau veritas, du 23/11/2023 pour une intervention du 31/10/23 qui porte sur les installations suivantes: -Chaudière vapeur conduit N°12 vitesse 5.45 m/s -Chaudière gaz n°2 Chauffage conduit N°10bis vitesse 4.73 m/s  <b>Ces rapports appellent le commentaire suivant, les vitesses mesurées, sont des vitesses débitantes (dans la section de mesure) et non des vitesses d'éjection qui s'entendent à la sortie de la cheminée (au débouché). Dans ce cas, la vitesse d'éjection doit être calculée sauf à justifier que la mesure a été réalisée en sortie de cheminée ce qui n'est à priori pas le cas pour la chaudière N°2 et la chaudière vapeur pour lesquelles l'inspection a constaté la localisation du</b>	

<p>point de prélèvement au niveau de l'atelier.</p> <p>De plus, le rapport de la société Bureau Véritas indique clairement une ligne "vitesse d'éjection" restée vierge.</p> <p>L'inspection prend note que certains exutoires comme le trefilage M450 n'ont jamais fait l'objet de mesure</p> <p>L'exploitant ne peut ainsi pas justifier de vitesses d'éjection des gaz au débouché conformes aux VLE. Il devra prendre l'attache des sociétés de contrôle ayant réalisé ces mesures afin de remédier à cet écart soit en déterminant la vitesse d'éjection par le calcul soit en réalisant les mesures adéquates.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
---

#### N° 9 : Programme d'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 8.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.[...]</p>
<b>Constats :</b> Le programme de surveillance n'est pas à jour.
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant présente son programme de surveillance au 10/10/23 dans le sous-domaine émissions industrielles, on y retrouve les contrôles des émissions atmosphériques pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-3 chaudières</li> <li>-broyeur</li> <li>-centrale PVC</li> <li>-bains de sels (vulcanisation)</li> </ul> <p>La nouvelle centrale de mélange XHFFR n'est pas mentionnée et l'installation de broyage est à supprimer.</p> <p>L'activité de tréfilage doit aussi faire l'objet d'une surveillance en adéquation avec les polluants susceptibles d'être émis (article 2 et 27 arrêté du 2.2.98)</p> <p>Les lignes concernant les chaudières doivent être indépendantes pour assurer un meilleur suivi des chaudières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 10 : VLE concentration rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.4.	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;  Concentration en mg/Nm3 [...] Conduit n°4 Poussières =>5 HCL =>10 COV totaux =>5  Conduit n°8 Poussières =>5 COV totaux =>10  Conduit n°10/10bis/11 Poussières =>5 SO2 =>35 NO2 =>150  Conduit n°12 Poussières =>5	
<b>Constats :</b> Les VLE en NOx dépassent la VLE autorisée pour la chaudière N°1 (conduit N°10) ainsi que les VLE en COVt de la centrale PVC. De plus, aucune mesure n'est réalisée pour l'activité de tréfilage et les paramètres pour la chaudière N°12 doivent être complétés.	
<b>Observations :</b>  Concernant les rapports fournis: Selon le rapport de mesures des rejets atmosphériques de la société APAVE, du 03/01/2022 pour une intervention du 13/12/21 qui porte sur les installations suivantes:  -Chaudière gaz N° 1 – conduit N° 10 Poussières =>0<5 =>ok SO2 =>0,14<35=>ok <b>NO2 =&gt;170&gt;150 NC</b>  - Centrale PVC (non mesurée en 2023) Poussières =>0<5 ok HCL =>0,11< 10 ok <b>COV totaux =&gt;10&gt;5 NC</b>  -Chaudière gaz N°2 - conduit N°10bis : Poussières => <b>pas mesuré</b> SO2 => <b>pas mesuré</b> NO2 =>75<150=>ok  Selon le rapport de mesures des rejets atmosphériques de la société Bureau veritas, du 23/11/2023 pour une intervention du 31/10/23 qui porte sur les installations suivantes:  -Chaudière vapeur conduit N°12 Poussières =>4,79<5 =>ok  -Chaudière gaz n°2 Chauffage conduit N°10bis Poussières =>0<5 =>ok SO2 =>0,326<35 =>ok NO2 =>92,5<150 =>ok  Sur la base de l'arrêté préfectoral existant et de la réglementation en vigueur, l'inspection constate que les VLE en NOx dépassent la VLE autorisée pour la chaudière N°1 (conduit N°10) ainsi que les VLE en COVt de la centrale PVC. De plus, aucune mesure n'est réalisée pour l'activité de tréfilage et les paramètres pour la chaudière N°12 doivent être complétés.	

### Observations :

À l'appui des données de l'exploitant, l'ensemble des chaudières fonctionnant au gaz naturel:

**Chaudière N° 1** – conduit N° 10 (Marque : TRANSTUB/Puissance : 2000 kW/Année de construction : 1971/Nbre d'heure de fonctionnement : 250h)

**Chaudière N°2** : - conduit N°10bis (Marque : ATLANTIC/Puissance : 1650 kW/Année de construction : 2019/Nbre d'heure de fonctionnement : 3600h)

**Chaudière N° 3** – conduit N° 11 (Marque : TRANSTUB/Puissance : 2000 kW/Année de construction : 1975/Nbre d'heure de fonctionnement : 0 – machine consignée – sera démontée en 2024.)

**Chaudière vapeur** – conduit N°12 (Marque : STANDARD FASEL/Puissance : 2000 kW/Année de construction : 1972/Nbre d'heure de fonctionnement : 4000h)

**Chaudière vapeur** – conduit non identifié (Marque : BABCOK WANSON/Puissance : 2000 kW/Année de construction : 2006/Nbre d'heure de fonctionnement : 0h – machine consignée – sera démontée en 2024)

La puissance totale des chaudières est de 9.65 MW.

Fin 2024, avec le démantèlement des 2 chaudières cette puissance sera ramenée à 5,65 MW (sans impact sur le classement).

**L'inspection rappelle à l'exploitant que sur un site à autorisation si l'arrêté préfectoral réglemente les installations 2910 alors l'AMPG-2910 DC ne s'applique pas et seules les dispositions de l'AP s'appliquent. Il appartient à l'exploitant d'adresser au préfet une demande de modification de son arrêté préfectoral avec tous les éléments nécessaires à l'appréciation de cette demande.**

Concernant les VLE appliquées aux installations de combustion et suite à la demande de l'exploitant.

Selon l'analyse de l'inspection de la situation en cas d'application de l'AMPG-2910 DC :

-Concernant la **Chaudière N° 1** – conduit N° 10, celle-ci fonctionnant moins de 500h, d'une puissance de 2MW et mise en service en 1971 => **la VLE NOx au 01/01/2030 est de 225 mg/Nm3,**

-Concernant la **Chaudière N°2** : - conduit N°10bis, celle-ci fonctionnant plus de 500h avec une puissance inférieure ou égale à 2MW et mise en service en 2019 => **les VLE NOX et CO sont de 100mg/Nm3.**

-Concernant la **Chaudière vapeur** – conduit N°12, celle-ci fonctionnant plus de 500h avec une puissance inférieure ou égale à 2MW et mise en service en 1972 =>**les VLE au 01/01/2030 NOX et CO sont respectivement de 150mg/Nm3 et 100mg/Nm3.**

L'exploitant devra dans un porter à connaissance, indiquer l'ensemble des caractéristiques des installations de combustion présentes sur site, les évolutions passées et à venir. Celui-ci devra se positionner sur les VLE et les paramètres à respecter selon l'arrêté du 03/08/2018 et le cas échéant pourra demander une mise à jour de son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

# N° 11 : VLE flux rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.2.5																							
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques																							
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <p>Flux en g/h</p> <table> <tr> <td>[...] Conduit n°4</td><td>Conduit n°10bis</td></tr> <tr> <td>Poussières =&gt;160</td><td>Poussières =&gt;18</td></tr> <tr> <td>HCL =&gt;320</td><td>SO2 =&gt;123</td></tr> <tr> <td>COV totaux =&gt; 160</td><td>NO2 =&gt;525</td></tr> <tr> <td>Conduit n°8</td><td>Conduit n°11</td></tr> <tr> <td>Poussières =&gt;140</td><td>Poussières =&gt;4</td></tr> <tr> <td>COV totaux =&gt;280</td><td>SO2 =&gt;28</td></tr> <tr> <td>Conduit n°10</td><td>NO2 =&gt;118</td></tr> <tr> <td>Poussières =&gt;22</td><td></td></tr> <tr> <td>SO2 =&gt;77</td><td>Conduit n°12</td></tr> <tr> <td>NO2 =&gt;330</td><td>Poussières =&gt;9</td></tr> </table>		[...] Conduit n°4	Conduit n°10bis	Poussières =>160	Poussières =>18	HCL =>320	SO2 =>123	COV totaux => 160	NO2 =>525	Conduit n°8	Conduit n°11	Poussières =>140	Poussières =>4	COV totaux =>280	SO2 =>28	Conduit n°10	NO2 =>118	Poussières =>22		SO2 =>77	Conduit n°12	NO2 =>330	Poussières =>9
[...] Conduit n°4	Conduit n°10bis																						
Poussières =>160	Poussières =>18																						
HCL =>320	SO2 =>123																						
COV totaux => 160	NO2 =>525																						
Conduit n°8	Conduit n°11																						
Poussières =>140	Poussières =>4																						
COV totaux =>280	SO2 =>28																						
Conduit n°10	NO2 =>118																						
Poussières =>22																							
SO2 =>77	Conduit n°12																						
NO2 =>330	Poussières =>9																						
<b>Constats :</b> La VLE de flux pour les COVt est dépassée pour la centrale PVC.																							
<p><b>Observations :</b></p> <p>Concernant les rapports fournis:  Selon le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société APAVE, du 03/01/2022 pour une intervention du 13/12/21 qui porte sur les installations suivantes:</p> <p>Flux en g/h</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Chaudière gaz N° 1 – conduit N° 10  Poussières =&gt;0&lt;22 ok  SO2 =&gt;0,0002&lt;77 ok  NO2 =&gt;226,9&lt;330 ok</li> <li>-Chaudière gaz N°2 - conduit N°10bis :  Poussières =&gt;<b>pas de mesure</b>  SO2 =&gt;<b>pas de mesure</b>  NO2 =&gt;113&lt;525 ok</li> <li>- Centrale PVC (<b>non mesurée en 2023</b>)  Poussières =&gt;0&lt;160 =&gt;ok  HCL =&gt;0,029&lt;320 =&gt;ok  <b>COV totaux =&gt; 260&gt;160 NC</b></li> </ul> <p>Selon le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société Bureau veritas, du 23/11/2023 pour une intervention du 31/10/23 qui porte sur les installations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Chaudière vapeur conduit N°12  Poussières =&gt;0,00153&lt;9 =&gt;ok</li> <li>-Chaudière gaz n°2 Chauffage conduit N°10bis  Poussières =&gt;0&lt;18 =&gt;ok  SO2 =&gt;0,0350&lt;123 =&gt;ok  NO2 =&gt;0,0995&lt;525 =&gt;ok</li> </ul> <p>L'absence de mesure sur le conduit N°8, activité de tréfilage est déjà repris dans le point précédent.</p>																							
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites																							

**N° 12 : VLE rejet atmosphériques - bains de vulcanisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/09/1985, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Captation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :  Acidité totale exprimée en H ... 0,5 mg/Nm3. HF, exprimé en F ... 5 mg/Nm3. Cr total ... 1 mg/Nm3. dont Cr VI ... 0,1 mg/Nm3.  (pour les ateliers de plus de 50 m3 de bains). CN ... 1 mg/Nm3. Alcalins, exprimés en OH ... 10 mg/Nm3. NOx, exprimés en NO2 ... 100 ppm.  [...]  Arrêté du 2.2.98 (art 27) : pour les paramètres -poussières Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m3. -NOx si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 500 mg/m3 -COV Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m3
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b>  L'activité de vulcanisation, au moyen de bains de sels fondus, est reprise sous la rubrique 2562-1, régime de l'autorisation. Les 2 références réglementaires de la prescription ci-dessus sont donc applicables à cette activité.  Les valeurs limites réglementaires indiquées de l'arrêté du 2 février 1998 pour les poussières, Nox, COV et les valeurs limites réglementaires indiquées de l'arrêté du 26 septembre 1985 pour acidité (Acidité totale exprimée en H) et alcalinité (Alcalins, exprimés en OH).  Les dernières mesures réalisées sont présentées dans le rapport de l'Apave du 27/06/2016, intervention du 25 et 26/05/2016. Bain E8 (BS01) concentration en mg/Nm3 // flux en kg/h: CO 0//0 NOx 0//0 Poussières 0//0 Acidité totale exprimée en H+ 0//0 alcalinité totale, exprimée en OH- 0//0 <b>COVt 3.7mg/Nm3//0.012kg/h</b>  Bain E16 (BS02) concentration en mg/Nm3 // flux en kg/h: CO 0//0 NOx 0//0 Poussières 0//0 Acidité totale exprimée en H+ 0//0

<p>alcalinité totale, exprimée en OH- 0//0  <b>COVt 7.5mg/Nm3//0.036kg/h</b></p> <p><b><u>L'exploitant devra justifier de la composition des bains pour démontrer qu'aucun autre polluant réglementé ne peut être rejeté.</u></b></p> <p>La vitesse d'éjection des gaz n'a pas été mesurée. Un constat a été repris dans un point de contrôle précédent.</p> <p>Le rapport de contrôle de 2016 est ancien et un constat sur la périodicité est pris dans le point de contrôle suivant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Durée des mesures**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b> Les mesures des paramètres Poussières, HCl et SO<sub>2</sub>, ne sont pas répétées 3 fois, sans qu'il y soit associé une justification en 2021.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Concernant les rapports fournis:  Selon le rapport de mesures des rejets atmosphériques de la société APAVE, du 03/01/2022 pour une intervention du 13/12/21 qui porte sur les installations suivantes:  La vitesse débitante au point de mesure en m/s:  -Chaudière gaz N° 1 – conduit N° 10 (non mesuré en 2023)  poussière 1 essai de 60 minutes  SO<sub>2</sub> : 1 essai de 30 minutes  NO<sub>x</sub> : 3 essais de 30 minutes  -Chaudière gaz N°2 - conduit N°10bis :  NO<sub>x</sub> : 3 essais de 30 minutes  - Centrale PVC (non mesurée en 2023)  poussière 1 essai de 60 minutes  HCl : 1 essai de 30 minutes  COV t 3 essais de 30 minutes</p> <p>Les mesures des paramètres Poussières et HCl et SO<sub>2</sub>, ne sont pas systématiquement répétées 3 fois.  Il est possible de déroger à la répétition du mesurage si la concentration attendue est ≤ 20% de la</p>



<p>VLE (sur la base des résultats fournis dans le rapport de contrôle réglementaire précédent). Dans ce cas, la justification du nombre de mesurages doit figurer dans le rapport de contrôle, notamment, le laboratoire de mesure doit donner la référence du rapport permettant de justifier que la concentration attendue est &lt; 20 % de la VLE.</p> <p>Selon le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société Bureau veritas, du 23/11/2023 pour une intervention du 31/10/23 qui porte sur les installations suivantes:</p> <p>-Chaudière vapeur conduit N°12 NOx/Poussières totales : 1 essai de 90 minutes</p> <p>-Chaudière gaz n°2 Chauffage conduit N°10bis NOx/Poussières totales/SO2 : 1 essai de 90 minutes</p> <p>pas de remarque.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

#### N° 14 : Surveillance des rejets et périodicité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>[...]</p> <p>Arrêté Préfectoral du 07/08/2012- Article 8.2.1.1</p> <p>L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants [...]</p> <p>La fréquence des analyses est annuelle selon les paramètres:</p> <p>Conduit N°4: poussières, HCl,COV totaux Conduit N°10/10bis/11: poussières , SO2, NO2 Conduit N°12: poussières</p>
<p><b>Constats :</b> La périodicité annuelle des mesures n'est pas respectée pour la centrale PVC, les bains de vulcanisation, l'activité de tréfilage et la centrale XHFFR.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Concernant les activités soumises à autorisation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- centrales PVC et XHFFR</li> <li>- les bains de vulcanisation</li> <li>- activité de tréfilage (à enregistrement mais précédemment autorisée)</li> </ul> <p>Le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société APAVE, du 03/01/2022 pour une intervention du 13/12/21, porte sur la Centrale PVC.</p> <p>Le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société Bureau veritas, du 23/11/2023 pour une intervention du 31/10/23, porte sur aucunes des installations précitées.</p> <p>Il n'existe donc pas de mesures pour la centrale XHFFR, l'activité de tréfilage et les mesures pour les bains de vulcanisation datent de 2016 et ceux pour la centrale PVC de 2021.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

**N° 15 : Surveillance des rejets et périodicité pour les chaudières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance des émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants [...] La fréquence des analyses est annuelle: conduit 10/10bis/11/12
<b>Constats :</b> La périodicité annuelle des mesures n'est pas respectée pour les chaudières 1 et vapeur.
<b>Observations :</b>  Concernant les chaudières, l'inspection prend note du démantèlement de la chaudière N° 3 – conduit N° 11 prévue en 2024.  Le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société APAVE, du 03/01/2022 pour une intervention du 13/12/21, porte sur : -Chaudière gaz N° 1 – conduit N° 10 (non mesuré en 2023) -Chaudière gaz N°2 - conduit N°10bis  Le rapport, mesures des rejets atmosphériques de la société Bureau Veritas, du 23/11/2023 pour une intervention du 31/10/23, porte sur : -Chaudière vapeur conduit N°12 -Chaudière gaz n°2 Chauffage conduit N°10bis  La périodicité de l'arrêté préfectoral n'est pas respectée.  <b>L'inspection rappelle à l'exploitant que sur un site à autorisation si l'arrêté préfectoral réglemente les installations 2910 alors l'AMPG-2910 DC ne s'applique pas et seules les dispositions de l'AP s'appliquent. Il appartient à l'exploitant d'adresser au préfet une demande de modification de son arrêté préfectoral.</b>  <b>Analyse de la situation en cas d'application de l'AMPG-2910 DC</b> Comme prévu à l'article 6.3 I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW [...] une mesure du débit rejeté et des teneurs en O2, SO2, poussières, NOx et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. [...] => <u>Chaudière N°2 - conduit N°10bis/Chaudière vapeur – conduit N°12</u>  II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse. => <u>ensemble des chaudières du site, si utilisation exclusive du gaz naturel</u>  III. - Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans. => <u>Chaudière N° 1 – conduit N° 10</u>  De même que pour les VLE, l'exploitant pourra s'appuyer sur l'arrêté 03/08/2018 pour demander un aménagement de son arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 16 : Surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b>  Selon l'avis du 22/02/22 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air.  Document consulté: Rapport mesures atmosphériques, de la société B.Veritas intervention 31/10/23, le normes utilisées sont : -Poussières NF EN 13284-1 -Nox NF EN 14792 -SO2 NF EN 14791
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Emissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. [...] Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b>  L'inspection constate la présence de silos à l'extérieur des bâtiments pour le stockage des poudres PVC ainsi que la présence de big-bag de pulvérulents à proximité de la centrale de mélange PVC. Centrale munie d'un dépoussiéreur selon l'exploitant mais non accessible en toiture.  La centrale HXFFR est elle aussi munie d'un cyclone pour les poussières dont la présence a été constatée par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Dilution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dilution
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b>  Les conduits d'extraction des effluents gazeux pour la chaudière vapeur (conduit 12), la chaudière 2 (conduit 10 bis) et les bains de vulcanisation ne présentent pas au jour de l'inspection de "trou" apparent permettant la dilution des effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Déchets - Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :  -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.  L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :  -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. [...]
<b>Constats :</b> Il existe des incohérences entre la déclaration GERE déchets et le registre déchets consulté.
<b>Observations :</b>  L'inspection se base sur la déclaration Gerep 2022 et le registre fourni par l'exploitant pour 2022  sur la déclaration 2022 pour les déchets dangereux, on retrouve -pour le code 060106* autres acides 6,012 t contre 0,86 tonnes dans le registre, -pour le code 060205*autres bases 4,68 t contre 2,39 tonnes dans le registre, -pour le code 120109* emulsion usinage 18,317 tonnes contre 33.14 tonnes dans le registre,  Il existe des incohérences entre la déclaration GERE déchets et le registre déchets consulté.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 20 : Déchets - registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets - registre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition du déchet ;</li></ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li><li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li><li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li><li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li></ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'adresse de l'établissement ;</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li></ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li></ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li><li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li><li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b></p> <p>Concernant les déchets dangereux, l'exploitant présente le registre via l'outil trackdéchets.</p> <p>par échantillonnage l'inspection consulte le BSD: 20230731-ZD5RCBF21, code déchets 120109*</p> <p>Les éléments n'appellent pas de remarque.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Déchets produits par l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 5.1.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :  Au cas par cas, il peut être utile de ramener la production de déchets à une capacité de production  Déchets non dangereux 2100 tonnes Déchets dangereux 60 tonnes
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b>  À l'appui de la déclaration Gerek 2022 et du registre.  L'inspection note que les quantités de déchets produits sont : - de 43 tonnes pour les déchets dangereux (gerek 2022) contre 52 tonnes dans le registre. Cette différence fait déjà l'objet d'un écart dans le point de contrôle précédent - de 1471 tonnes de déchets non dangereux.  Les seuils sont respectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 22 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 5.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.  En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.  L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.  La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b>  L'inspection visite la zone de stockage des déchets dangereux.  Présence de plusieurs bacs fermés par couvercle : bombes aérosols, emballages souillées, peintures solvants....

<p>Les bacs aérosols, matériels électriques et peintures/solvants sont ouverts. Pas de remarque.</p> <p>Plusieurs GRV vides sont présents sur la zone. L'exploitant indique qu'ils servent uniquement au pompage des émulsions d'huile et qu'ils ne sont jamais stockés plein sur la zone d'où l'absence de rétention.</p> <p>Les GRV étant vides au jour de l'inspection, pas de remarque.</p> <p>Il existe un regard eaux pluviales au niveau de la zone de stockage des déchets. L'inspection demande à l'exploitant la procédure à suivre en cas de déversement accidentel.</p> <p>Celui-ci indique la présence d'un kit d'obturation dans le local "tours aéro" à proximité de la zone de stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 23 : Quantité de déchets sur site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 5.1.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> la quantité maximale de déchets stockés sur site est : [...] - 40 tonnes de déchets dangereux</p>
<p><b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>La quantité de déchets dangereux stockées dans la zone est inférieure à 40 tonnes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>